

ATELIER SOUS REGIONAL DU DIALOGUE OUEST AFRICAIN SUR LE MRV

◦ **Partage d'expériences en matière
d'arrangements institutionnels existants au Togo
pour la gestion des IGES lors de TCN**

- **M. Komlan EDOU,**
- **Expert en environnement**
- **et changements climatiques,**
- **E-mail: komlanedouk@gmail.com**

INTRODUCTION

- Le Togo a ratifié la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) en 1995 et le Protocole de Kyoto en 2004.
- Après la Communication Nationale Initiale (CNI) présentée à la CdP.7 à Marrakech au Maroc, le Togo a commencé le processus de la deuxième communication nationale (DCN) qui a été achevée en Décembre 2010. Depuis 2013, le Togo a commencé le processus de préparation de sa troisième communication nationale (TCNCC), qui a été soumise lors de la COP 21 à Paris en décembre 2015.
- La préparation des communications nationales tous les quatre ans et les rapports biennaux actualisés tous les deux ans, la mise en place d'un système national durable d'inventaire de gaz à effet de serre qui intègre les structures détentrices de données et la mise en place d'un système national efficace de mesure, notification et vérification (MNV) nécessitent un arrangement institutionnel qui garantit la durabilité et facilite la succession des activités pour éviter les retards.

DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS POUR LES IGES DANS LE CADRE DE LA TCN AU TOGO (suite)

Pour la première fois, la coordination de la CN a commencé une expérience d'institutionnalisation de la gestion des inventaires lors de l'élaboration de l'inventaire national de GES de la TCNCC. En réalité, il n'existait pas d'équipe de gestion, ni de directeur ou coordonnateur de l'inventaire national de GES issus des processus précédents. La coordination du projet jouait le rôle de l'organisme responsable de l'inventaire. C'est le Coordonnateur du projet qui a identifié les institutions qui ont mené les estimations des émissions de GES.

DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS POUR LES IGES DANS LE CADRE DE LA TCN AU TOGO (suite)

- Le Coordonnateur a eu le souci de mettre en place une structure qui pourrait servir de base pour la préparation continue des communications nationales et des rapports biennaux actualisés en confiant à des institutions qui ont déjà des compétences et des expériences en matière d'IGES la gestion du processus d'élaboration des IGES. Ces institutions sont encouragées à faire appel à des compétences extérieures pour les renforcer.

DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS POUR LES IGES DANS LE CADRE DE LA TCN AU TOGO (suite)

- Les experts identifiés étaient ceux qui avaient participé aux estimations d'IGES lors des CNI et DCN, ceux qui ont participé à l'atelier de renforcement des capacités sur les inventaires de gaz à effet de serre et qui de fait jouaient aussi le rôle de responsables des secteurs de l'énergie, des processus industriels, de l'agriculture, de l'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie (UTCATF) et des déchets.

DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS POUR LES IGES DANS LE CADRE DE LA TCN AU TOGO

- Un consultant a été recruté comme coordonnateur des études d'inventaire des gaz à effet de serre.
- Le Coordonnateur du projet a passé un contrat formel avec les institutions compétentes de l'université de Lomé par le biais du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), agence d'exécution du projet.
- Puis le Coordonnateur a organisé des réunions de travail avec le Comité de pilotage, les experts, les fournisseurs potentiels de données et d'autres contributeurs clés et un atelier de lancement pour présenter le contexte et les objectifs de l'inventaire.
- En ce qui concerne la collecte des données, sur proposition du coordonnateur, des requêtes ont été adressées par le Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) à ses collègues des différents ministères techniques pour faciliter la collecte des données et informations nécessaires.

DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS POUR LES IGES DANS LE CADRE DE LA TCN AU TOGO (suite)

Comme dans le cas de la situation nationale, certaines institutions n'étaient pas disposées à partager leurs données et informations avec les consultants compte tenu du fait que certains responsables de ces institutions et plus spécifiquement la direction des statistiques nationales, considéraient que les données et informations étaient confidentielles et ne devraient pas être livrées au public.

Lors du processus d'élaboration des inventaires nationaux de GES (IGES), le responsable ou coordonnateur des archives (données et documents) était le Coordonnateur du projet, le coordonnateur de l'assurance de la qualité, du contrôle de la qualité, de l'analyse des incertitudes, de spécialiste en politiques relatives aux GES qui suit les efforts de renforcement des capacités et les processus du Groupe Intergouvernemental d'étude de l'évolution du climat (GIEC) était le responsable de l'institution concernée par l'étude.

DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS POUR LES IGES DANS LE CADRE DE LA TCN AU TOGO (suite)

- Dans chaque secteur : énergie, procédés industriels et autres solvants, agriculture, utilisation des terres, changement d'affectation des terres, et déchets ; l'institution identifiée a joué à la fois le rôle de coordonnateur technique, de consultant établissant les estimations, d'expert vérificateur, en charge de la planification, de la collecte, de l'estimation, de la rédaction, de l'amélioration et de la finalisation. Il convient de faire remarquer qu'il n'y avait pas beaucoup d'experts ou de capacités disponibles.
- Enfin, un atelier de lancement et de renforcement des capacités en IGES a été organisé pour accroître la sensibilisation et le nombre des experts.

Documentation sur les méthodes et les données

En réalité, il n'y avait aucune procédure d'archivage en vigueur, ni de plan de classement du système d'archivage au niveau de la coordination lors des IGES de la TCNCC. Tous les documents d'analyses sectorielles, les feuilles de calculs et autres étaient directement gérés par la coordination

Description des procédures AQ/CQ

- Les notions d'Assurance de la Qualité (AQ)/Contrôle de la Qualité étaient toujours complexes à appréhender pour la plupart des institutions, experts et pour la coordination. Par ailleurs, il n'existait ; sur le plan national, aucun écrit d'un plan AQ/CQ qui présente brièvement les activités AQ/CQ à mettre en œuvre, le personnel chargé de les mettre en œuvre, et le calendrier de réalisation.
- La coordination a donc décidé de recruter un expert pour appuyer les institutions dans les procédures AQ/CQ. Il faut noter trois faits qui vont dans le sens des procédures AQ/CQ :
- L'organisation d'un atelier sur les procédures AQ/CQ ;
- Les réunions techniques d'échange entre l'expert qui a réalisé les revues et les experts respectifs ;
- La revue approfondie des estimations de GES par un expert n'ayant pas participé à ces estimations et ;
- La revue approfondie par un expert international sur certains aspects des IGES.

Description du système d'archivage

- Il n'y avait aucune procédure d'archivage en vigueur, ni de plan de classement du système d'archivage au niveau de la coordination lors des IGES de la CNI. Seuls les documents d'analyses sectorielles étaient remis à la coordination. La plupart des documents, feuilles de calculs et autres étaient directement gérés par les consultants

Analyse des catégories clés

Malgré la complexité de l'exercice, les consultants des institutions se sont inspirés des directives du GIEC pour l'élaboration de la cartographie des estimations d'inventaires des émissions des secteurs clés de l'évaluation de la réduction et les projections des émissions de maintien du statu quo.

Plan d'amélioration de l'inventaire national

- A l'issue des études d'estimation des inventaires de GES, chaque institution a produit un rapport qui résume les priorités en matière d'amélioration des dispositifs institutionnels, les améliorations identifiées dans le document de référence pour la documentation sur les méthodes et les données, les possibles améliorations en AQ/CQ, en archivage, les priorités en matière d'amélioration à apporter à l'inventaire et proposer des projets d'amélioration de l'inventaire

Conclusion

- Il est attendu que le cadre institutionnel proposé sera révisé périodiquement et les améliorations appropriées seront apportées tous les quatre (4) ans. La première révision du cadre institutionnel devrait intervenir après la Quatrième Communication Nationale sur les Changements Climatiques (QCNCC) et le Deuxième Rapport Biennal Actualisé (DRBA).

MERCI